

Burundi : le gouvernement revient à la table du dialogue

@rib News, 24/06/2015 – Source AFP Le gouvernement est revenu mercredi à la table du dialogue politique au Burundi après avoir boycotté la veille la relance de ces discussions sous l'égide de l'ONU. "C'est une bonne nouvelle, le gouvernement burundais a rejoint depuis la mi-journée le dialogue politique, même si nous regrettons toujours l'absence du parti au pouvoir", a annoncé une source proche des médiateurs, sous couvert d'anonymat.

Le dialogue a repris mardi sous l'égide d'un nouveau représentant de l'ONU, le Soudanais Abdoulaye Bathily, cinq jours à peine avant la tenue contestée des législatives de lundi. Le parti au pouvoir Cndd-FDD a dit mardi refuser de participer aux discussions à ce stade, estimant que l'initiative, à quelques jours des scrutins, visait à "perturber les élections". Le ministre de l'Intérieur, Edouard Nduwimana, représentant du gouvernement burundais dans ces pourparlers, avait lui aussi boycotté la réunion de mardi, sans donner d'explication, pas plus qu'il n'a expliqué son retour à la table mercredi. Dans ces efforts de médiation, l'ONU est soutenue par l'Union africaine (UA) ainsi que par les organisations intergouvernementales EAC (Afrique de l'Est) et CIRGL (Grands-Lacs). "Ce sont (les) parties (prenantes à la crise) qui vont décider de ce qu'il y a lieu de faire, en matière de calendrier électoral et comme dans d'autres matières", a tenté de rassurer le représentant spécial de l'UA pour les Grands-Lacs, Ibrahima Fall, alors que le camp präsidentiel accuse le groupe de diplomates de "chercher à empêcher la tenue des élections". Le Burundi est secoué par une grave crise politique depuis l'annonce fin avril de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat lors de la présidentielle, prévue le 15 juillet. Ses adversaires estiment sa candidature contraire à la Constitution et à l'accord d'Arusha qui avait ouvert la voie à la fin de la guerre civile burundaise (1993-2006). Le président de M. Bathily à la tête de la médiation onusienne, Saïd Djinnit, a jeté l'éponge le 11 juin, après avoir été accusé par adversaires du camp présidentiel qui le jugeaient partial. Les discussions bloquent sur le noeud de la crise: la question du troisième mandat de Pierre Nkurunziza. La crise politique burundaise, marquée durant un mois et demi par des manifestations quasi-quotidiennes à Bujumbura et dans quelques villes de province contre un troisième mandat, a entraîné une série de violences meurtrières. Les adversaires de M. Nkurunziza, comme la communauté internationale, jugent les conditions peu propices à des élections crédibles.